

# Crise du logement : le canton de Genève devra-t-il réduire son développement ?

Par Le Messenger

4-5 minutes

---

Mis en ligne le 18/08/2022 à 18:00

La question se pose sérieusement à Genève tant les besoins en main d'œuvre sont importants par rapport au nombre de logements disponibles sur un territoire si étroit que le canton suisse. Des oppositions au développement se font sentir malgré les réticences des entreprises.

Plus il y a de logements à Genève, moins il y a de déplacements transfrontaliers. C'est ce qu'a notamment mis en avant récemment Antonio Hodgers, conseiller d'Etat à la tête du département du territoire dans le canton de Genève : « *Chaque logement bâti, c'est un frontalier de moins. Donc moins de déplacements, de voitures, de nuisances* ». Cela reste tout de même à vérifier... Pour autant, l'homme politique défend les nouvelles constructions qui sortent de terre à Genève, en assurant que cela engendre moins de grues en Haute-Savoie et dans l'Ain. « *L'effet de la construction à Genève, on le trouve en deuxième et troisième couronnes françaises, où le marché du logement se détend : on s'étale beaucoup moins, donc cela reste pertinent de construire* » a ainsi déclaré le conseiller

d'Etat.

## **A Genève, la liste d'attente pour obtenir un logement ne se réduit pas**

« Il faut donc supprimer les espaces verts dans notre canton pour les maintenir chez nos voisins ! », a ironisé le parti UDC (Union Démocratique du Centre) qui souligne que la crise du logement persiste en dépit de la politique de densification menée par le canton. « *La liste d'attente pour obtenir un logement ne se réduit pas* », confirme en effet une employée d'une régie de la place. Et pour cause, le nombre d'habitants du canton a augmenté plus rapidement que le nombre de logements ces dix dernières années. « *Cela a toujours été le problème de Genève*, résume de manière lapidaire un chef de bureau d'architecture à la retraite. *Le territoire est exigu et le canton veut se développer toujours plus économiquement, ce qui attire une nouvelle population qui a besoin de se loger. Le nombre de frontaliers augmente donc automatiquement.* » Depuis 2011, on dénombre 3 200 frontaliers étrangers de plus en moyenne chaque année : si le canton a besoin de main-d'œuvre pour son économie, il aura bientôt épuisé son lot de terrains constructibles.

**Lire aussi [Logement : le canton de Genève arrive à saturation](#)**

## **« La machine économique genevoise doit ralentir ! »**

« *La machine économique genevoise doit ralentir !* ». Cette petite phrase lancée par Antonio Hodggers le 5 août a alerté les milieux de la Fédération des entreprises romandes (FER) et Vincent Subilia, directeur général de la Chambre genevoise de

commerce, de l'industrie et des services. « Il est inquiétant que l'on remette en cause un modèle de grandes sociétés ! Elles apportent beaucoup à l'ensemble des entreprises genevoises avec lesquelles elles travaillent, notamment les plus petites, mais aussi en termes de rentrées fiscales et de rayonnement du canton », a insisté Stéphanie Ruegsegger de la FER Genève.

## **Un « petit miracle de prospérité helvétique » fondé sur l'accueil de multinationales**

« Notre petit miracle de prospérité helvétique s'est fondé sur la capacité à accueillir des entreprises multinationales qui ont créé de l'emploi et génèrent des ressources fiscales considérables » a ajouté Vincent Subilia, pour défendre le développement de la Cité de Calvin. Quelque 30 000 logements doivent encore sortir de terre dans le canton d'ici à la fin de la décennie. De quoi encore alimenter le débat de la difficile équation entre prospérité économique et maîtrise du foncier !

En chiffres

Environ 20 000 logements ont été créés ces 10 dernières années. En 2022 le prix au m<sup>2</sup> moyen des appartements dans le canton de Genève se décline ainsi : à Champel, 16 208 francs suisses le m<sup>2</sup> ; à Vernier, 10 046 CHF/m<sup>2</sup> ; à Meyrin, 10 014 CHF/m<sup>2</sup>.